

**OPÉRATION NEJDA À ANNABA**

# Mettre un terme aux graves accidents des jetskis

**L'opération Nejda 2009, initiée par la station maritime principale des gardes côtes de Annaba pour sécuriser l'espace maritime réservé à la baignade, entrera en vigueur dans les tout prochains jours.**

Cette opération, qui durera toute la saison estivale, intervient dans un souci d'assurer une quiétude et un repos aux estivants, notamment contre les risques d'accidents dus à des conducteurs inconscients de jetskis. A cet effet, le chef de la station de Annaba, Abdelaziz Zaidi, a invité les propriétaires de ces engins à moteur très puissant à une rencontre de sensibilisation pour éviter ce genre d'accidents ayant déjà coûté la vie à des jeunes ces dernières années à Annaba.

A cette occasion, le responsable de la station a rappelé à ces derniers la réglementation en vigueur concernant l'utilisation de ces engins, notamment les dispositions de l'arrêté n°666 du 3 juillet 2003 fixant les prescriptions spéciales de la navigation et de l'inspection des engins flottants à moteur, pratiquant une activité de plaisance et de loisirs. Il s'agit principalement des jetskis.

Leur conducteur doit être titulaire d'un permis de conduire catégorie A et son engin immatriculé auprès de la station

maritime et avoir été soumis à l'inspection des éléments de celle-ci avant sa mise en service. Ces dispositions stipulent que la navigation pour ces engins est interdite à moins de 100 m de la zone de baignade, comme elle l'est également de nuit.

Il y a aussi l'obligation du port du gilet de sauvetage et pour le conducteur et pour le passager. Concernant le balisage des zones réservées aux baigneurs, la même source indique qu'il est du ressort des communes côtières.

A ce propos, M. Zaidi a fait savoir que le maire de Annaba y adhère pleinement et que l'opération est en voie d'établissement. Les éléments de la station installés sur les plages ainsi qu'en mer seront épaulés par des embarcations semi-rigides très rapides du groupement territorial des gardes côtes (GTGC) de la ville qui veilleront à l'application de ces mesures de sécurité pour les baigneurs, note le chef de la station maritime de Annaba, tout en mettant en garde les contrevenants.



Photo : DR

«Tout manquement à la réglementation sera sanctionné et les récalcitrants auteurs d'infractions graves pourront même faire l'objet de poursuites judiciaires», tient à avertir Abdelaziz Zaidi.

A noter que le nombre de jetskis immatriculés à Annaba est de l'ordre de 70 engins auxquels

il faut inclure une bonne vingtaine d'autres ramenés de l'étranger par des émigrés qui passent leurs vacances dans le pays, estime-t-on. Un permis temporaire leur sera délivré à l'effet de leur permettre de profiter pleinement de leur séjour estival, fait savoir la même source.

A. Bouacha

**AÏN-DEFLA**

## Une EURL accuse l'APC de Aïn-Bouyahia

**Dans une correspondance adressée au directeur de l'exécutif de la wilaya de Aïn-Defla dont une copie nous a été envoyée, l'Eurl BATOF-ETB-TCE dénonce la procédure d'attribution des marchés aux différentes entreprises.**

Il s'agit, dit-on, des 21 projets hydrauliques et publics dont vient de bénéficier la commune de Aïn-Bouyahia à 40 km à l'ouest de Aïn-Defla. Selon les signataires de la correspondance, «l'APC attribue les projets à certaines entreprises sans respecter la réglementation en matière d'attribution des marchés aux moins-disants.

Toujours selon cette source, le dernier délai affiché pour le dépôt des soumissions était fixé au 6 juin dernier. «Or, c'est ce jour-là que se faisait l'ouverture des plis, le 6 juin au siège de l'APC», dénoncent les auteurs de la lettre. Pour justifier le retard pour le dépôt de

leurs soumissions, les responsables avancent : «Nous avons pourtant demandé les cahiers des charges au bureau des marchés de ladite APC avant la date butoir mais sans pouvoir les obtenir.»

Les signataires ajoutent : «Nous avons tenté d'en référer au chef de daïra, au P/APC et au secrétaire général de l'APC, mais toutes les portes sont restées fermées, nous privant ainsi de marchés.»

Selon leur écrit, ils n'ont pas baissé les bras pour autant et se sont adressés au chef du service des marchés de la wilaya qui «a exigé de nous la présentation d'un PV de constat d'huissier».

Ils affirment, par ailleurs, que même l'huissier consulté n'a pas répondu à leur demande. «Il a exigé de nous une réquisition du procureur de la République...» «Chose que nous n'avons pas pu faire eu égard au manque de temps.»

Enfin, les auteurs de la correspondance

introduisent une requête auprès du directeur de l'exécutif, sollicitant son intervention et la désignation d'une commission d'enquête «qui pourra constater sur le terrain la procédure illégale d'attribution flagrante ainsi que l'exagération des prix des projets attribués».

Pour plus d'informations sur cette affaire, nous avons tenté d'obtenir une réponse du P/APC de Aïn-Bouyahia sans résultat. Absent, un des vice-présidents nous a aiguillé sur le chef de l'exécutif, affirmant ne pas posséder d'informations à nous communiquer. Nous avons alors, toujours par téléphone, contacté le secrétaire général de l'APC. «Pour nous, la procédure a été respectée et nous avons même affiché les offres dans d'autres APC. Nous possédons les accusés de réception.» Parlant des auteurs de la plainte adressée au wali, il nous dira : «Ils étaient ailleurs à courir derrière d'autres projets et ils viennent quand le délai est écoulé.»

Karim O.

**BACCALaurÉAT À BOUIRA**

## 674 absents sur 10 465 candidats inscrits

**Parmi les absences enregistrées au niveau des 29 centres d'examens les candidats libres occupent la part du lion avec 623 absents sur les 3 602 inscrits, alors que pour les candidats scolarisés, le nombre d'absents est de 51 sur les 863 inscrits.**

Contrairement aux années précédentes, particulièrement l'année passée où le Cnapest avait rapporté plusieurs cas de fraude, de dépassements ainsi que de violations des lois de la République, cette année, l'examen se passe apparemment, et d'après un responsable du

Cnapest, dans de meilleures conditions.

Cela même si quelques cas de dépassements ont été rapportés avec des menaces et autres intimidations, surtout au niveau des centres d'examen réservés aux candidats libres. Mais le renforcement du nombre de

surveillants, 5 pour chaque classe, a vite dissuadé les fraudeurs qui ont préféré quitter l'examen que de tenter quoi que ce soit.

En outre, et pour ce qui est des fraudes, 13 cas avec PV ont été dressés depuis le premier jour et leurs auteurs exclus. Parmi eux, un seul est un candidat scolarisé et la fraude a eu lieu au lycée de Bechloul.

Il s'agissait d'une fille qui a essayé de copier à l'aide d'un portable et d'un kit mains libres.

Pour ce faire, cette candidate a eu l'idée de mettre le hidjab rien que pendant cet examen alors qu'auparavant elle ne le portait pas. Ce fut ce hidjab circonstanciel qui a attiré l'attention des surveillants qui connaissaient déjà la fille. Ce mercredi, et d'après un responsable de la DE, tous ces fraudeurs ont été exclus et renvoyés chez eux.

Y. Y.

**SIDI-BEL-ABBÈS**

## 5 ans de prison pour l'ex-directeur des affaires religieuses

L'ex-directeur des affaires religieuses et des waqfs de Sidi-Bel-Abbès et ses co-accusés ont comparu en audience exceptionnelle dernièrement devant la cour de Sidi-Bel-Abbès après avoir interjeté appel.

Cinq ans de prison ferme ont été prononcés à l'encontre du premier accusé alors que le tribunal l'avait condamné il y a quelques mois à 2 ans de prison ferme, un ex-cadre de la Duch condamné en première instance à 2 ans de prison ferme a écopé d'un an de prison avec sursis, l'ex-responsable du centre islamique à un an de prison ferme au lieu de 2 ans, un imam acquitté par le tribunal a, lui, été condamné à un an de prison avec sursis. Quant aux autres accusés, ils ont été tous acquittés.

Pour rappel de cette affaire, suite à des mouvements suspects sur le compte de la direction des affaires religieuses et des waqfs, en 2007, la gendarmerie de Sidi-Bel-Abbès a ouvert une enquête au sujet de l'argent collecté au profit des sinistrés de Boumerdès en 2003. L'enquête a mis en évidence que 60 chèques ont été émis pour des retraits d'un montant de 741 millions de centimes dont la destination a été détournée, d'où l'interpellation du principal accusé, d'un cadre de la Duch et 7 autres fonctionnaires des affaires religieuses.

Déférés devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès, les principaux accusés ont été placés sous mandat de dépôt alors qu'une vingtaine de personnes ont été entendues comme témoins.

A. M.

**VENTE ILLICITE DE BOISSONS ALCOOLISÉES**

## Deux personnes devant le procureur

Un père et son fils ont été arrêtés par la police pour détention de 200 bouteilles de boissons alcoolisées retrouvées dans une maison abandonnée dans la forêt de Lazari de Sidi Amar, dans le chef-lieu Sidi-Bel-Abbès. Les mis en cause, qui n'ont pu justifier la provenance de la marchandise saisie vu qu'ils n'étaient en possession d'aucun document réglementaire justifiant leur activité, ont été présentés devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès.

A. M.